

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
AU 333/00

ÉFAI – 000698 – AMR 41/055/00

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

MENACES DE MORT / CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ

MEXIQUE	Felipe ARRIAGA SANCHEZ]	
	Juan BAUTISTA VALLE]	
	Servando BAUTISTA FUERTE]	
	Jesús BAUTISTA FUERTE]	
	Jesús CERVANTES LUVIANO]	paysans écologistes
	Luis TORRES]	
	Abimando TORRES]	
	Roberto CABRERA TORRES]	
	Elías VALDEZ LUCENA]	
	Miguel GARIBO HEREDIA]	

Londres, le 31 octobre 2000

Amnesty International est préoccupée par la sécurité des paysans écologistes (*campesinos ecologistas*) qui essaient de protéger contre la surexploitation les forêts de l'État de Guerrero (dans le sud du Mexique), et qui auraient fait l'objet de menaces de mort de la part de soldats et de groupes qualifiés de « paramilitaires ».

Le militant Juan Bautista aurait fait la déclaration suivante : « On nous a accusés de toutes sortes de choses et en particulier d'appartenir au [groupe armé] *EPR* et d'être armés. Ce sont des mensonges. La seule chose que nous faisons est de protéger la forêt et l'eau » (« *Nos han acusado de todo, de ser del EPR, de portar armas. Todo eso es mentira. Lo único que hemos hecho es defender los bosques y el agua.* »).

Juan Bautista est l'un des membres fondateurs de l'*Organización de Campesinos Ecologistas de la Sierra de Petatlán y Coyuca de Catalán* (Organisation des paysans écologistes de la Sierra de Petatlán et de Coyuca de Catalán). Il s'exprimait le 26 octobre lors d'une réunion (*encuentro*) qui s'est tenue à Banco Nuevo à l'initiative de l'organisation. Juan Bautista et les autres militants nommés ci-dessus ont fait savoir à cette occasion aux journalistes, aux membres de la classe politique et aux responsables locaux et fédéraux de l'environnement que des soldats et des groupes « paramilitaires » agissant avec leur accord les avaient harcelés et avaient menacé de les tuer.

Une semaine avant la réunion, le 18 octobre, les paysans écologistes avaient organisé une marche (*caravana*) vers Banco Nuevo pour demander que les forêts du Guerrero soient protégées et que les écologistes Rodolfo Montiel Flores et Teodoro Cabrera García, prisonniers d'opinion, soient libérés (voir l'AU 144/99 - AMR 41/12/99 du 25 juin 1999). Le commandant qui dirigeait la quarantaine de soldats qui ont intercepté les manifestants a déclaré que des soldats avaient été déployés pour contrôler le trafic de stupéfiants et veiller au respect de la *Ley Federal de Armas* (loi fédérale sur les armes). Les écologistes ont nié ces allégations, soutenant que les soldats avaient pour mission de mettre fin à leurs activités, pourtant légales.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Introduite en 1917 au moment de la révolution mexicaine, la Constitution du Mexique avait cherché à démanteler les domaines des grands propriétaires terriens (*haciendas*) en créant un type d'exploitation communautaire (*ejido*) dans lequel les terres appartenaient aux paysans (*ejidatarios*). Une grande proportion des terres agricoles est cependant demeurée aux mains de propriétaires privés.

En 1992, à la suite d'une réforme majeure de la Constitution, un revirement a eu lieu et la vente et la location des *ejidos* aux sociétés nationales ou internationales a été autorisée. Les partisans de ce changement ont invoqué le fait qu'il serait bénéfique économiquement pour les *ejidatarios*. Les personnes qui y étaient opposées ont soutenu l'inverse.

Les *ejidatarios* et les propriétaires terriens se livrent depuis longtemps à l'abattage des arbres dans l'État de Guerrero. La société *Boise Cascade*, qui manufacture des objets en bois et dont le siège se trouve aux États-Unis, a signalé qu'elle avait commencé en 1995 à acheter à des *ejidatarios* et à des propriétaires privés du bois qui était ensuite débité dans une scierie de la société dans le Guerrero, mais que ces opérations avaient pris fin en 1998. Un an plus tard, des écologistes mexicains ont affirmé qu'en 1995 *Boise Cascade* avait signé avec l'ancien gouverneur du Guerrero, Ruben Figueroa Alcocer, un contrat accordant l'exclusivité à la société en ce qui concernait l'achat de bois aux *ejidos* du Guerrero. *Boise Cascade* a nié ces affirmations quelques mois plus tard. Quoi qu'il en soit, ce sont les coupes excessives qui ont conduit à la formation, en 1998, de l'*Organización de Campesinos Ecologistas de la Sierra de Petatlán y Coyuca de Catalán* (Organisation des paysans écologistes de la Sierra de Petatlán et de

Coyuca de Catalán). Selon cette organisation, l'abattage des arbres se poursuit de manière démesurée, au profit de responsables politiques locaux protégés par l'armée et les groupes « paramilitaires ».

Amnesty International ne prend pas position en ce qui concerne les conflits liés à la distribution ou à l'utilisation des ressources naturelles ni sur la politique menée par les gouvernements ou d'autres entités concernées par ces ressources. L'organisation considère toutefois que les droits fondamentaux des personnes touchées par ces conflits, et en particulier leur droit à la vie, doivent être pleinement respectés.

ACTION RECOMMANDÉE : télégramme/aérogramme/lettre par avion/fax/courrier électronique (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- dites-vous préoccupé par les informations selon lesquelles des soldats et des membres de groupes qualifiés de paramilitaires ont menacé de tuer des membres de l'*Organización de Campesinos Ecológicos de la Sierra de Petatlán y Coyuca de Catalán* (Organisation des paysans écologistes de la Sierra de Petatlán et de Coyuca de Catalán) ;
- appelez les autorités à enquêter rapidement sur ces menaces de mort, à rendre publics les résultats de ces investigations et à déférer à la justice les personnes soupçonnées d'être responsables de ces agissements ;
- appelez les autorités à veiller à ce que les paysans qui se soucient de la protection de l'environnement dans l'État de Guerrero puissent mener leurs activités légitimes sans craindre d'être victimes de manœuvres d'intimidation.

APPELS À :

Procureur général de la République :

Lic. Jorge Madrazo Cuellar
Procurador General de la República
Av. Reforma, esq. Violeta, Col. Guerrero
México D.F., 06300 Mexique

Télégrammes : Procurador General República, D.F., Mexique

Fax : + 52 5 346 0906

Courriers électroniques : ofproc@pgr.gob.mx

Formule d'appel : *Señor Procurador General*, / Monsieur le Procureur général,

Ministre de la Défense :

General Enrique Cervantes Aguirre
Secretario de la Defensa Nacional
Secretaría de la Defensa Nacional
Blvd. Manuel Ávila Camacho
esquina Avda. Industria Militar S/N
Col. Lomas de Sotelo
México D.F. 11640 Mexique

Télégrammes : Secretario Defensa Nacional, D.F., Mexique

Fax : + 52 5 557 8963

Formule d'appel : *Señor Ministro*, / Monsieur le Ministre

Gouverneur de l'État de Guerrero :

Lic. René Juárez Cisneros
Gobernador del Estado de Guerrero
Palacio de Gobierno, segundo piso
Plaza Central, Primer Congreso de Anahuac
Col. Centro, Chilpancingo 39000, Estado de Guerrero,
Mexique

Télégrammes : Gobernador, Guerrero, Mexique

Fax : 52 747 28319

Formule d'appel : *Sr. Gobernador*, / Monsieur le Gouverneur,

Président de la Commission nationale des droits humains (CNDH) :

Dr. José Luis Soberanes Fernández
Presidente de la Comisión Nacional de Derechos Humanos
Periférico Sur 3469, 5° Piso
Col. San Jerónimo Lídice
México D.F., 10200, Mexique

Télégrammes : Presidente CNDH, México D.F., Mexique

Fax : + 52 5 681 9239 / 681 7199 / 135 0595

Courriers électroniques : correo@cndh.org.mx

Formule d'appel : *Señor Soberanes* / Monsieur,

COPIES À :

Organisation non gouvernementale de défense des droits humains :

Centro de Derechos Humanos "Miguel Agustín Pro Juárez" A.C.
Serapio Rendon 57-B
Col San Rafael
México D.F., 06470 Mexique

ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Mexique dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 12 DÉCEMBRE 2000, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 8DJ, Royaume-Uni. Seule la version anglaise fait foi.
La version française a été traduite et diffusée par les Éditions Francophones d'Amnesty International - EFAI -*